

## Haïti - Quand la nature et un peuple martyrisé s'allient pour demander des comptes



photo : C. Smets/La Boîte à Images

Par Colette Lespinasse

Janvier 2020

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

***Au cours des 50 dernières années, Haïti n'a cessé de vivre des épisodes de catastrophes causées par le passage de phénomènes naturels tels que des cyclones, des ouragans et des tremblements de terre.***

À chaque fois, des dizaines, des centaines et même des milliers de morts sont enregistrés. À lui seul, le séisme du 12 janvier 2010, selon différentes statistiques, a emporté plus de 280.000 vies, blessé autant de personnes et laissé plus de 1,3 million de personnes sans abri.

De plus en plus, l'arrivée des pluies que les enfants accueillaient autrefois avec des chants de joie se transforment en cauchemar. La moindre annonce d'averse crée chez les Haïtiens, quel que soit l'endroit où ils se trouvent sur le territoire, des situations de panique car tout le monde sait ce qui peut arriver si une ravine ou une rivière déborde de son lit, si un pan de montagne dégringole ou si un égout encombré décide de décharger son ventre trop rempli de toutes sortes de débris. Les populations les plus à risque sont souvent celles vivant dans des quartiers populaires construits de manière anarchique, celles qui vivent aux abords des ravins ou sur des flancs de montagne. Mais aujourd'hui en Haïti, personne n'a l'assurance d'être à l'abri de ces catastrophes, même si l'on vit dans une villa construite selon les normes parasismiques et anticycloniques, entourée de murs de protection en béton armé surmontés de barbelés, bordés de fleurs avec des vigiles armés.

**« La catastrophe n'était pas naturelle »**

Ce qui frappe l'attention, c'est que parallèlement à ces phénomènes causés par la destruction de l'environnement physique du pays, l'on assiste à une dégradation considérable des conditions de vie en Haïti. Le pays fait face à une vraie crise d'État qui se manifeste dans l'incapacité grandissante des institutions publiques d'assumer leurs rôles, et dans les révoltes de plus en plus rapprochées d'une population appauvrie qui n'en peut plus. À mesure que la crise de l'État s'approfondit, d'autres facettes de ce processus d'effondrement se dévoilent, notamment le désastre écologique dont l'ampleur a déjà détruit ou endommagé gravement plusieurs villes, villages et régions au cours des 50 dernières années. Dans un livret publié après le séisme du 12 janvier 2010, sous le titre « La catastrophe n'était pas naturelle », la professeure d'université Myrtha Gilbert écrit ceci : « La brutalité des phénomènes naturels eu égard à la fragilité de notre environnement global s'avère solidement soudée à un système politique et socio-économique tellement pourri, tellement décadent, tellement inhumain qu'il amplifie de façon tragique les moindres sautes d'humeur de la nature. »

Tout autour d'Haïti, plusieurs pays subissent les mêmes phénomènes naturels, mais les conséquences sont nettement différentes. En effet, le pays est sur la route des cyclones qui passent chaque année et est en même temps localisé à proximité de plaques tectoniques qui bougent. Cette vulnérabilité naturelle est accentuée par la mauvaise gouvernance, une structure étatique injuste et incapable d'organiser le pays de manière à offrir des chances d'épanouissement à tous les citoyens et citoyennes. Ces rapports socio-économiques extrêmement inégalitaires datent de la période coloniale. Ils se sont, pour la plupart, maintenus après l'indépendance d'Haïti faute d'adoption de politiques sociales et économiques de rupture répondant à la dimension de l'espoir des masses qui s'étaient mises debout contre l'esclavage et le colonialisme.

**Une terre de prédation par les capitalistes étrangers depuis l'esclavage**

En effet, depuis la période esclavagiste, Haïti est vue comme une terre de prédation où des groupes d'étrangers viennent prélever des richesses qui seront ensuite emportées ailleurs vers la métropole (France, ndlr). Peu de cas est fait du sort de la masse des esclaves dont le travail contribue à la production de ces richesses. Et l'environnement de l'île a été l'un des secteurs sacrifiés pour fabriquer ces richesses. Il a fallu procéder au rasage de grands espaces forestiers pour faire place à des plantations de canne à sucre et de café ; il a fallu aussi sacrifier chaque année des millions d'arbres pour satisfaire une demande grandissante en bois tincturaux en Europe. Dans son livre intitulé « Haïti déforestée, paysages remodelés », Alex Bellande explique comment, pendant la période coloniale, florissait un marché très lucratif de bois en provenance de Saint-Domingue, rebaptisée Haïti après l'indépendance. Des îles entières comme La Gonave, La Tortue, l'Île-à-vache étaient données en concession aux fins d'exploitation de bois pour l'exportation. Ces îles sont aujourd'hui très dénudées.

Après l'indépendance d'Haïti, ce commerce de bois s'est renforcé et les premiers gouvernements ont dû sortir des décrets, mais sans succès, pour freiner cette hémorragie. Les taxes imposées sur l'exportation du bois et du café ont grandement contribué à payer à la France « la dette de l'indépendance » et à enrichir la nouvelle élite qui a remplacé les colons. Plus loin sous l'occupation américaine (1915-1934), des forêts entières ont été accordées à des compagnies étrangères qui y ont extrait des milliers de tonnes de bois chaque année. « Après l'indépendance, l'État parasite et les brasseurs d'affaires vivront pendant 170 ans sur le dos presque exclusif de la paysannerie et de son café. Mais aussi de la coupe effrénée des bois pendant tous les 19e et le 20e siècles : acajou, campêche, gaiac, etc. Beaucoup de compagnies étrangères y font leur beurre et ravagent avec la concession de contrats à bail (le plus souvent louches) pour des durées allant de 10 à 60 ans », écrit Myrtha Gilbert, dans ce même livret cité plus haut.

## De la paysannerie à la production de charbon

Parallèlement à cette déforestation majeure, l'État haïtien n'a jamais su réformer la structure agraire du pays. Après l'indépendance, les terres des plaines ont été octroyées aux hauts-gradés de l'armée tandis que les anciens esclaves devenus paysans, livrés à eux-mêmes, ont été obligés de travailler sur des terres marginales afin de se nourrir et maintenir leurs familles, sans aucun appui de l'État. Les élites haïtiennes, si elles se sont montrées particulièrement intéressées par les produits de la terre, ont toujours fait montre d'une indifférence criminelle par rapport à ces travailleurs. Aucune solution n'a été apportée aux problèmes de la paysannerie et très peu de services en termes d'éducation, de santé et de loisirs lui ont été offerts. Avec l'augmentation de la population qui est passée de 2 millions en 1915 à 12 millions en 2019, la pression devient très forte sur les ressources naturelles, notamment sur le bois. La paysannerie qui représentait, il n'y a pas si longtemps (5 à 10 ans), autour de 60% de la population, compte désormais sur la production de charbon et se rend dans les villes pour gagner un peu d'argent et s'acheter d'autres biens. Le cultivateur doit aussi grappiller sur des surfaces très pentues pour semer quelques grains qui lui garantiront une certaine « autonomie alimentaire ». On est arrivé en Haïti à un point où l'organisation socio-économique avec le régime agraire en place ne peut plus tenir. Déjà dans les années 50, alors que la population était estimée à environ 4 millions d'habitants, les signes d'une crise majeure dans la paysannerie commençaient à se faire sentir. Une bonne partie des paysans avait, à cette époque, commencé à prendre le chemin des villes, mais faute d'accueil, ils ont été obligés de s'installer n'importe où, en construisant progressivement les bidonvilles qui ceinturent toutes les villes d'Haïti. D'autres sont partis

vers des pays étrangers, d'abord en République dominicaine. Au fur et à mesure, les bidonvilles sont devenus le prolongement de la campagne abandonnée à elle-même et la migration touche désormais, et de plus en plus, les couches populaires des villes et des professionnels de la classe moyenne.

## Mettre fin à un système générant l'injustice sociale et climatique

La situation écologique actuelle d'Haïti est l'aboutissement de ces choix économiques anti-nationaux, de ces politiques environnementales, agraires et fiscales désastreuses, appliquées par les dirigeants et élites haïtiennes, souvent en collusion avec des puissances étrangères.

C'est cette injustice longtemps entretenue envers la population paysanne et celle aujourd'hui des bidonvilles qui a donné les résultats que l'on connaît actuellement en Haïti : une révolte sociale face à tant de violence structurelle et la violence des phénomènes naturels qui sont de plus en plus grands et ravageurs. Les deux prennent leur source dans le même système inique et fonctionnent désormais en synergie, avec le risque de tout anéantir. La poursuite de la déforestation renforce les conséquences des changements climatiques, accentue la gravité de la sécheresse et la brutalité des pluies. L'aggravation de la misère rurale et maintenant urbaine, la rapacité des uns et l'effondrement de l'État ont achevé la destruction de l'environnement d'Haïti. C'est un cercle vicieux.

### Que faire ?

À l'instar de la population mobilisée partout pour réclamer un autre système, un autre État, la nature, elle aussi se venge et demande des comptes. Il faut de toute urgence une politique positive et courageuse de conservation des ressources naturelles, de réforme agraire, et une révolution dans les politiques économiques et sociales pour changer de cap. Le peuple haïtien pourra-t-il trouver le courage qu'il faut pour reprendre en main cette terre de liberté, la protéger, l'embellir et l'enrichir pour le bien-être de ses fils et filles ? En tout cas, il n'y a plus rien à remettre à demain. Le peuple haïtien a le choix entre se mettre debout, prendre son destin en main, construire enfin un État digne de ce nom ou risquer la désintégration et la disparition pure et simple de son territoire.

**Colette Lespinasse** - journaliste, militante des droits humains en Haïti et correspondante locale pour la Coordination Europe-Haïti.